



Il est issu de la circonscription électorale de Ghardaïa
Brahim Boughali, un indépendant à la tête de l'APN

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5420 - Vendredi 9 - Samedi 10 juillet 2021 - Prix : 10 DA

Coronavirus

Les contaminations dépassent les 800 cas

Page 2

Propagation des incendies dans plusieurs wilayas

L'impuissance face aux feux de forêt

● Kamel Beldjoud annonce l'acquisition prochaine d'avions anti-incendies

Page 3

Le barrage pharaonique de la discorde

Par Mohamed Habili

L'Ethiopie a donné au grand ouvrage, tout près désormais d'être terminé après une décennie de labeur acharné, le fier, le nom très stimulant de barrage de la Renaissance ; à lui seul plus qu'un programme, le projet mobilisateur d'envergure de tout un peuple. Il va de soi que ce n'est pas du tout ainsi qu'il se présente aux yeux des Egyptiens, qui depuis le début y voient au contraire une menace existentielle – une expression rien moins qu'anodine, qui résonne aussi comme un avertissement. Ni non plus aux yeux des Soudanais bien sûr, bien qu'ils n'aient pas toujours parlé le même langage ferme que les Egyptiens, ayant même donné quelquefois l'impression d'être tentés de changer de camp. La discorde entre les trois Etats est revenue sur le devant de la scène ces dernières heures, après que l'Ethiopie eut fait savoir par l'envoi d'un simple avis aux concernés qu'elle avait lancé le deuxième remplissage, une opération à ce point lente et conséquente qu'elle s'étendrait sur des années. La grande crainte de l'Egypte et du Soudan, c'est que leur part des eaux du Nil s'en trouve réduite de façon drastique pendant tout ce temps. A vrai dire, plus ce temps de remplissage est long, moins durement la réduction inévitable serait ressentie d'une année sur l'autre par les pays de l'aval.

Suite en page 3

Réticence du citoyen et manque de communication

Le taux de vaccination reste très faible



PH.E. Soraya/J. A.

Alors que la cote d'alerte est franchie avec plus de 800 nouveaux cas de contamination au coronavirus confirmés, la campagne de vaccination, lancée depuis plus de cinq mois, peine à s'accélérer. Elle a atteint un taux faible de 10 % seulement, ce qui ne permet pas de briser la chaîne de contamination et de faire face aux autres vagues, selon les propos du directeur général de l'Institut Pasteur d'Algérie.

Page 2

Energie et Mines

Arkab se réunit avec les cadres du secteur

Page 5

Takfa, nouveau double album de Takfarinas

Un regard artistique sur la «ratatouille» du monde

Page 7

Réticence du citoyen et manque de communication

Le taux de vaccination reste très faible

■ Alors que la cote d'alerte est franchie avec plus de 800 nouveaux cas de contamination au coronavirus confirmés, la campagne de vaccination, lancée depuis plus de cinq mois, peine à s'accélérer. Elle a atteint un taux faible de 10 % seulement, ce qui ne permet pas de briser la chaîne de contamination et de faire face aux autres vagues, selon les propos du directeur général de l'Institut Pasteur d'Algérie.

Par Louisa Ait Ramdane

La situation épidémiologique est en train de se dégrader avec une hausse inquiétante des cas de contamination par le coronavirus et surtout l'apparition des variants dont le «Delta» considéré comme étant le plus dangereux et très contagieux. Bien que la sonnette d'alarme ait été maintes fois tirée par les spécialistes qui ne cessent d'appeler à la vigilance, mais surtout à se faire vacciner, d'autant que les vaccins sont disponibles et des espaces dédiés pour faciliter la vaccination ont été mis en place, le citoyen reste toujours hésitant. Dans ce contexte, le directeur général de l'Institut Pasteur d'Algérie, D' Fawzi Derrar, a préconisé, dans sa dernière sortie médiatique, l'élargissement de la campagne de vaccination à 80 % de la population. Il dira que la vaccination constitue le seul moyen de prévention contre la propagation du variant «Delta», actuellement le plus répandu et le plus dangereux dans le monde. Une seule personne atteinte du variant peut contaminer 8 autres, contrairement aux autres variants, a-t-il fait savoir dans un point de presse. Appelant les citoyens à l'impératif de se faire vacciner, d'autant que les vaccins sont disponibles actuellement, le même responsable a estimé que «le taux atteint par cette opération, à savoir 10 % seulement, ne permet pas d'endiguer la propagation du variant Delta, d'où l'impératif d'inciter les citoyens à atteindre un taux de 80 %». Il a tenu à rassurer les citoyens quant à l'efficacité des vaccins contre le virus et ses variants, notamment ceux qui devront apparaître dans le futur.

Nouveau plan de Benbouzid pour inciter les citoyens à se faire vacciner

Le ministre de la Santé, P' Abderrahmane Benbouzid, a présenté le nouveau plan straté-

gique de communication de la campagne de vaccination qui vise, en premier lieu, à inciter les citoyens à se faire vacciner afin de briser la chaîne de contamination à travers le recours aux différents médias et l'organisation de conférences et tables rondes par des spécialistes et des personnalités influentes dans la société. Il s'agit également du lancement de caravanes mobiles vers les zones enclavées et l'élargissement du nombre des espaces publics, des centres commerciaux, des mosquées, des institutions et des cliniques relevant du secteur privé dédiées à cette opération qualifiée de «très importante». Cette nouvelle stratégie, poursuit P' Benbouzid, vise à cibler au moins un million de personnes par mois, afin d'endiguer la propagation du virus et de ses nouveaux variants, soulignant «le respect des gestes barrières, notamment le lavage des mains plusieurs fois par jour, le port des masques». Le ministre a rappelé, en outre, «la simplification de l'opération de vaccination en rapprochant la santé des citoyens, et qu'il n'y a pas lieu d'avoir peur des effets secondaires des vaccins» qui, selon le Centre national de la veille pharmaceutique, sont «très légers, à l'instar d'autres types de vaccins».

Réception de 4 millions de doses entre le 11 et 18 juillet

Pour continuer la campagne de vaccination, quelque quatre millions de doses de vaccin contre le Covid-19 devront être réceptionnées entre le 11 et 18 juillet en cours, a indiqué le président du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie, P' Abderrahmane Benbouzid. En marge d'une rencontre ayant regroupé les directeurs des hôpitaux d'Alger et de la santé des wilayas de Blida, Tipasa, Boumerdès et Tizi

Ouzou, P' Benbouzid a précisé que 1,6 million de doses seront réceptionnées le 11 juillet en cours et 400 000 autres le 18 du même mois, ainsi qu'un million de doses à la fin de ce mois, portant le nombre des doses à près de 4 millions de doses, ce qui élargira la campagne de vaccination de tous les citoyens.

Benbouzid : «Nous ne souhaitons pas revenir au confinement sanitaire»

Malgré le nombre élevé des cas de contamination, le ministre a écarté toute idée de reconfinement en pleine période estivale, précisant que son département n'a pas appelé à une telle mesure. Cependant, il tient à préciser que «les déclarations de certains membres du Comité scientifique à propos du confinement sont dans le but d'effrayer les gens, d'éviter les rassemblements et d'aller vers la vaccination». Benbouzid a affirmé que la décision de revenir au confinement ne relève pas des pouvoirs du ministère de la Santé. Si c'est nécessaire et que les cas de contamination au coronavirus augmentent, a-t-il expliqué, la décision est entre les mains du Premier ministre et du président de la République. Évoquant l'efficacité du vaccin, le ministre de la santé a déclaré que depuis le lancement de la campagne de vaccination, il y a 6 mois, aucune complication grave ni aucun décès n'ont été enregistrés. Les effets secondaires enregistrés, a-t-il ajouté, incluent la fièvre et la douleur à l'endroit du vaccin, qui sont des symptômes normaux enregistrés pour tous les vaccins.

Pic des cas de contagion dans dix wilayas

Le DG des établissements sanitaires au ministère de la Santé, Ilyes Rehal, a fait état de 10 wilayas enregistrant une aug-



Ph/E. Soraya/J. A.

mentation en nombre de contaminations par ce virus, dont la capitale qui a été renforcée par nombre de lits issus des hôpitaux de Blida, Tipasa, Boumerdès et Tizi Ouzou. Par ailleurs, le même responsable a donné rendez-vous à ces dirigeants pour la semaine prochaine, en vue d'évaluer l'application de toutes les procédures prises par le ministère dans l'objectif de renforcer les établissements hospitaliers par des lits, afin de faire face à la situation pandémique enregistrant récemment une augmentation en nombre de contaminations.

Une campagne vaccinale à travers 13 mosquées d'Alger

Une campagne vaccinale contre le Covid-19 était prévue hier, après la prière du vendredi, à travers 13 mosquées réparties sur 10 communes de la wilaya.

Il s'agit, selon le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, de quatre mosquées situées dans le périmètre de la Place des Martyrs (commune de La Casbah), entre autres Ketchaoua et Djamaâ El Kebir, ainsi que des mosquées réparties sur les communes de Dar El Beida, Hraoua, Ouled Chebel, Ain Benian, Chéraga, Zeralda, Dely Ibrahim, Hammamet et Ouled Fayet. Le ministère a invité ainsi les citoyens à se rendre aux mosquées concernées pour se faire vacciner, tout en respectant les mesures préventives contre la propagation de ce virus. L. A. R.

Coronavirus Les contaminations dépassent les 800 cas

L'ALGÉRIE a enregistré 13 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de plus que le bilan d'hier (12), portant à 3 811 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une nouvelle hausse, avec 831 cas, soit 211 cas de plus par rapport au bilan d'hier (620), pour atteindre, au total, 144 483 cas confirmés.

Chott El Gharbi

Le transfert des eaux profite à Naâma, Tlemcen et Sidi Bel-Abbès

Les populations de plusieurs communes des wilayas de Naâma, Tlemcen et Sidi Bel-Abbès bénéficient du transfert des eaux du bassin hydrographique «Chott El Gharbi», qui contribue à améliorer leur alimentation en eau potable avec 110 000 mètres cubes par jour, selon la Direction des ressources en eau. Ce projet hydraulique d'envergure, dont la réalisation a coûté près de 40 milliards de dinars, permettra d'assurer la sécurité des approvisionnements en eau potable des populations de 14 communes et de dizaines de villages et zones d'ombre de l'ouest de la wilaya de Naâma et du sud des wilayas de Tlemcen et de Sidi Bel-Abbès. Il permet également la fourniture d'une quantité d'eau globale de 40 mil-

lions de mètres cubes par an, a fait savoir la même direction. Le transfert des eaux du «Chott El Gharbi» a commencé à porter ses fruits avec l'approvisionnement actuellement en H/24 en eau potable de 17 241 habitants dans les zones de la wilaya de Naâma et de 75 082 habitants des communes du sud de Tlemcen, à raison de deux à trois jours par semaine et 70 164 habitants de la wilaya de Sidi Bel-Abbès à raison de 4 jours par semaine. Cette opération permet également d'alimenter les communes de Mekmen, El Kasdir et le village Abdelmoula dans la wilaya de Naâma, ainsi que les communes de Laricha, Bouihi, Sidi Djillali, Belhadji Boucif, El Gor et Sebduu (wilaya de Tlemcen) et les communes de Ras El Ma,

Rdjem Demmouche, Oued Sbaa, Bir Lahmam, Ain Tindamine, Moulay Slissen, Chetouane et Ben Badis dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès avec un ratio de près de 200 litres par jour pour chaque citoyen. De cette quantité globale, 14 millions m³ sont exploités chaque année pour alimenter les habitants en eau potable, alors qu'une quantité de près de 26 millions m³/an est laissée en réserve pour être destinée, exclusivement, dans les domaines économique, industriel et agricole. Le transfert des eaux permet également d'irriguer une superficie de 6 150 hectares réservés au développement de l'agriculture et l'élevage de bétail dans la région des Hauts-Plateaux ouest, selon les explications fournies par la

Direction des ressources en eau.

D'importants équipements pour la production et le transfert des eaux

L'opération de production des eaux est garantie dans le cadre du transfert des ressources du Chott Gharbi de Naâma vers les wilayas de Tlemcen et de Sidi Bel-Abbès, à partir de deux champs de forage souterrains à Mekmen Benamar et El Kasdir de la wilaya de Naâma, plus précisément dans les zones de Mekmen Lahneche et Mekmen Benamar où 25 puits profonds ont été réalisés, de même que des zones de Bouterkine et Bab Errachidia où 35 forages souterrains ont été réalisés. H. Y.

Il est issu de la circonscription électorale de Gharđaia

Brahim Boughali, un indépendant à la tête de l'APN

■ Le troisième homme de l'Etat est un député élu sur une liste indépendante aux élections législatives du 12 juin dernier. Brahim Boughali a récolté 295 voix contre 87 pour Ahmed Sadok, sur les 382 voix exprimées jeudi.

P.N.D.R.



Par Aomar Fekrache

Boughali, de la liste des indépendants «Wihda wa Tadawl», est issu de la circonscription électorale de Gharđaia. Son concurrent était Ahmed Sadok du Mouvement de la société pour la paix (MSP), de la circonscription électorale de Chlef. Le nouveau président de l'APN a eu le soutien du FLN, du RND, du mouvement El Bina, ainsi que des indé-

pendants qui constituent la deuxième force politique à la chambre basse du Parlement. Ces partis ont exprimé leur soutien au président de la République et leur intérêt de participer au gouvernement. Dans son allocution à l'issue de son élection à la majorité, le président de l'Assemblée a affirmé, jeudi, que la législature actuelle exige de retrousser les manches, car elle marque le

début d'une étape amorçant l'Algérie Nouvelle à laquelle aspire le peuple algérien et pour laquelle s'est engagé le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Avec l'installation de l'APN, «nous consolidons ainsi le processus électoral qui donne la parole au peuple dans le choix de ses représentants après des élections présidentielles transparentes et intègres et après le référendum sur la Constitution», a-t-il indiqué, soulignant que «le pouvoir législatif retrouve aujourd'hui sa place, à travers la confiance placée en nous par les électeurs, en vue de concrétiser leur vœu d'approfondir la démocratie et de relancer le processus de développement global». Boughali s'est engagé à «veiller, en permanence, à la coordination entre les différents groupes parlementaires et avec le gouvernement, en vue de mener à bien le programme plébiscité par le peuple et que le Président s'est engagé à mettre en œuvre». Comme il s'est engagé à accompagner le président de la République, en tant que pouvoir législatif, dans la concrétisation des objectifs tracés dans son programme, félicitant, à l'occasion, le staff gouvernemental, à

sa tête le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, qui a été investi de la confiance du Président Tebboune. Il est à préciser que l'Assemblée populaire nationale tiendra, aujourd'hui, une séance plénière consacrée à l'adoption de la liste des vice-présidents de l'Assemblée, a indiqué, hier, un communiqué de la chambre basse du Parlement.

A. F.

Bio express

NÉ LE 3 MARS 1963 à Beni Yezguene, dans la ville de Gharđaia, marié et père de 4 enfants, Brahim Boughali est titulaire d'une licence en sciences politiques et relations internationales, Université d'Alger, promotion 1986. Considéré comme l'un des artisans de la réconciliation durant les événements de Gharđaia, le nouveau président de l'APN a occupé plusieurs postes dont le dernier en date de juillet 2020 P/APW de Gharđaia, président de la commission agriculture à l'APW (2017/2020), chef d'agence à la CNEP et chargé d'étude au niveau de la banque El Baraka 96/97.

Propagation des incendies dans plusieurs wilayas L'impuissance face aux feux de forêt

Chaque année, le patrimoine forestier part en fumée dans plusieurs wilayas du pays. Des centaines d'hectares sont ravagés par les feux de forêt. Depuis le début de la saison estivale, plusieurs départs d'incendie ont été signalés à travers plusieurs régions et l'été ne fait que commencer. Khenchela, Constantine, Annaba, Tizi-Ouzou, Tlemcen, Tipasa... certains foyers sont encore actifs. En effet, en période estivale, le risque d'incendie augmente, la hausse de la température est souvent liée à ce phénomène qui revient chaque année. En fait, les vagues de chaleur restent propices aux déclarations des feux de forêt mais aussi jeter un mégot de cigarette allumé aux abords d'une forêt, une bouteille en verre qui peut faire l'effet d'une

loupe, allumer un feu... Cependant, le facteur humain reste de loin le premier responsable des incidents. Malgré les efforts des autorités faits auprès des citoyens pour protéger l'environnement, les incendies semblent de plus en plus violents chaque année et les moyens de lutte dont dispose la Protection civile sont largement insuffisants et inadéquats, surtout dans les régions éloignées du pays. Effectivement, durant les dernières 24 heures, quatre incendies ont été enregistrés dans les forêts El Hadj Baba à Ain Smara et El M'ridj à El Khroub (wilaya de Constantine), selon les services de la Conservation des forêts. Le plus important incendie s'est déclaré mercredi après-midi dans la commune d'Ain Smara (18 km

au sud-ouest de Constantine), causant la destruction de 6,5 ha dont 95 % représentent des maquis et des herbes sèches, soit 5 ha de la superficie globale, en plus de 1,5 ha de surfaces forestières, a précisé le conservateur local des forêts, Boualem Aouadi. Le même responsable a ajouté que dans la matinée de jeudi une autre brigade mobile de la Conservation des forêts est intervenue dans cette même forêt pour l'extinction des flammes d'un second feu qui a ravagé une surface forestière d'un hectare de pins d'Alep nouvellement plantés, et ce, en étroite collaboration avec les services de la Protection civile. Aouadi a souligné, en outre, que durant la journée d'hier deux autres incendies ont été recensés par les mêmes services dans les

forêts El Hadj Baba et El M'ridj, où une centaine d'arbres ont été endommagés, dont 50 pins d'Alep et 40 cypres. A Annaba, deux hectares de sous-bois ainsi que 15 eucalyptus ont été détruits dans un incendie de forêt enregistré dans la journée au niveau d'El Rym, dans la ville d'Annaba, a-t-on appris jeudi auprès du directeur local de la Protection civile. L'incendie qui s'est déclaré dans la journée au niveau de la forêt limitrophe à la cité El Abtal, non loin de Sidi Achour, a été maîtrisé aux environs de 23h30, a précisé le lieutenant-colonel Karim Benzidane, qui a fait état de la mobilisation d'une cinquantaine d'agents de la Protection civile, une vingtaine d'agents forestiers, ainsi qu'une dizaine de véhicules et de camions-citernes pour maîtriser le feu. «Il s'agit du premier sinistre enregistré dans cette région de l'Est depuis l'ouverture de la saison de lutte contre les incendies de forêt», a indiqué la même source, signalant qu'«aucun dégât humain ou faunistique n'est à déplorer». La même source a également fait savoir qu'une enquête a été ouverte par les services de sécurité pour déterminer les causes exactes de cet incendie. Dans la wilaya de Tizi-Ouzou, un total de 31 incendies a été enregistré du 1^{er} juin dernier au 6 juillet courant,

Kamel Beldjoud annonce l'acquisition prochaine d'avions anti-incendies

LE MINISTRE de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, a affirmé, hier, depuis la commune de Bouhmama (wilaya de Khenchela), que «des avions anti-incendies seront prochainement acquis». «Un cahier des charges a été élaboré à cet égard et nous sommes en contact avec des sociétés internationales activant dans ce domaine», a précisé M. Beldjoud, qui était accompagné par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hamdani, lors de son inspection du centre de commandement de la Protection civile à Bouhmama, dans le cadre d'une visite de travail et d'inspection à Khenchela pour s'enquérir de la situation suite aux incendies qui se sont déclarés dans la région. Le ministre a ajouté, dans ce contexte, que «les moyens existent et ces avions seront disponibles dans le pays dès que les fournisseurs les livreront». S'agissant des incendies de Khenchela, M. Beldjoud a souligné que «tous les moyens matériels et humains pour éteindre les feux qui se sont déclarés dimanche dernier ont été fournis, avec la mobilisation de plus de 2 500 éléments de la Protection civile et de la Conservation des forêts, 60 bulldozers et engins lourds, 140 camions citernes, en plus de deux hélicoptères».

LA QUESTION DU JOUR

Le barrage pharaonique de la discorde

Suite de la page une

Mais encore faut-il pour cela que l'Ethiopie se lie aux deux autres parties dans un accord dont elle ne pourrait pas ensuite s'affranchir sans en subir les conséquences. C'est précisément là que réside la vraie difficulté. Le gouvernement d'Abiy Ahmed n'entend pas s'engager dans cette voie par écrit. Il a bien voulu revoir à la hausse le temps pendant lequel une grande quantité des eaux du Nil Bleu sont déviées en quelque sorte à la source directement vers le barrage de la Renaissance, accordant au moins en partie satisfaction sur ce point à l'Egypte, mais en parole seulement, ayant refusé dès 2015 de signer un accord consignait les intentions des parties, auquel celles-ci étaient alors parvenues sous médiation américaine. Il est évident que ce précédent a achevé de détruire ce qu'il restait de confiance chez les Egyptiens et les Soudanais à l'égard des Ethiopiens. Pour eux deux, la seule façon de débloquer la situation est de reprendre les négociations depuis le début, avec en ligne de mire un accord à conclure dans les six mois, sous l'égide de l'Union africaine et des Nations unies, et dont les clauses n'autoriseraient nulle échappatoire à personne. Le problème, c'est que ni le Conseil de sécurité, qui vient d'être saisi par la Tunisie, ni l'Union africaine, ne semblent accorder à ce sujet le même intérêt que lui portent l'Egypte et le Soudan. Il n'est d'ailleurs pas acquis que l'initiative tunisienne soit soutenue par neuf des membres du Conseil de sécurité, le nombre de voix favorables nécessaire pour qu'elle puisse se transformer ensuite en résolution impérative du Conseil de sécurité. C'est même l'hypothèse inverse qui est la plus probable. Ce qui le cas échéant serait une déception pour les Egyptiens et les Soudanais mais une victoire pour l'Ethiopie, dont l'un des arguments est que cette affaire n'entre même pas dans le domaine de compétence du Conseil de sécurité. L'Union africaine serait à son avis bien mieux placée pour lui trouver une issue satisfaisante pour tout le monde.

M. H.

selon la direction locale de la Protection civile. Sur ces 31 incendies, il a été dénombré 17 feux de broussailles ayant ravagés 53,5 ha de végétation, six feux de forêt ayant parcouru une superficie de 21,5 ha et 3 incendies de maquis qui ont causé des pertes sur 20,5 ha, a indiqué le chargé de communication de ce corps constitué, le capitaine Kamel Bouchakour. Ces feux ont également ravagé, durant la même période, un total de 2 071 arbres fruitiers et 137 bottes de foin, a-t-il ajouté, signalant qu'une superficie de 1,5 ha de récoltes (blé) a été en outre détruite par un feu qui s'est déclaré mardi à Tikobaine, dans la commune de Ougaineune.

Meriem Benchaoua

Politique étrangère de l'Algérie

Lamamra met en avant la portée de «l'action proactive»

■ Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a mis en avant, jeudi à Alger, la portée de l'action proactive dans la politique étrangère et les priorités de la diplomatie algérienne chargée d'œuvrer dans le sens de l'unification des rangs dans la région, du maintien et du renforcement de son rôle pionnier sur le continent africain.

Par Hamid N.

«**N**ous assistons à une instabilité et à des changements imprévisibles aux niveaux régional et international, d'où l'importance de l'action proactive qui nous érigerait en acteurs influents sur la scène internationale et nous permettrait d'apporter notre contribution, comme par le passé, à l'instar des pays dont l'influence sur le cours des événements les plus importants dans l'histoire de la communauté internationale dépasse de loin leur poids économique ou leur dimension géographique», a déclaré M. Lamamra à l'issue de son installation dans ses nouvelles fonctions à la tête de la diplomatie algérienne.

«Forte de sa glorieuse Histoire et du génie de son peuple et grâce aux engagements de ses dirigeants, l'Algérie a de tout temps été l'initiatrice d'événements remarquables et a su marquer de son empreinte l'histoire de cette Nation et celle de la communauté internationale, voire de l'Humanité tout entière», a-t-il soutenu.

«Les engagements de l'Algérie sont connus de tous.

Nous poursuivrons notre action dans la région à laquelle nous appartenons et qui ne se porte pas aussi bien que nous le souhaitons, une région qui avance à pas sûrs vers l'unité et l'intégration. Mais, les conflits existants, en l'occurrence celui du Sahara occidental et la crise libyenne, influent sur l'action d'unification des rangs et le bond vers l'intégration et l'unité escomptées», a-t-il fait remarquer.

S'exprimant sur la crise libyenne, M. Lamamra a affirmé que «l'action de l'Algérie pour le soutien aux frères Libyens et leur orientation vers une issue de crise à la faveur de la paix, de la fraternité, de l'union des rangs et d'un régime démocratique auquel aspire le peuple libyen frère, exige davantage d'engagement et de disponibilité à répondre aux exigences des parties et de l'Etat libyen, un Etat en lequel nous croyons toujours et nous ne ménagerons aucun effort pour la consolidation de ses orientations et de ses décisions souveraines».

«Nous sommes entièrement disponibles à consacrer les liens de fraternité avec tous les pays arabes frères, et aspirons à un sommet arabe réussi dans un avenir proche», a souligné, par



ailleurs, le ministre des Affaires étrangères.

Dans ce contexte, M. Lamamra a précisé que «la cause palestinienne sacrée est le ciment de la cohésion des peuples et des pays arabes», ajoutant que «l'Algérie demeure fermement attachée à l'esprit de l'initiative arabe de paix, et estime que nonobstant la différence de position de certains pays concernant les actions à mener, il est un champ plus large de resserrement des rangs en se conformant à l'esprit de cette initiative, qui fut un bel acquis de solidarité arabe et de sens de responsabilité vis-

à-vis de la paix».

Sur le plan africain, M. Lamamra a tenu à préciser que «l'Algérie joue un rôle pionnier», ajoutant que de nombreux peuples africains attendent de l'Algérie «de faire plus».

«Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, est engagé dans ce sens et l'Algérie s'érigera en pays pivot qui agira, comme par le passé, en ce qui concerne l'exportation de la paix, de la stabilité et de la sécurité à travers le continent africain, à commencer par l'espace sahélo-saharien, jusqu'aux foyers de tension par-

tout dans le continent», a déclaré M. Lamamra.

«L'espace africain est partie intégrante de l'identité, du destin et de l'avenir de l'Algérie, notamment à la lumière de l'intégration économique africaine et de la diplomatie économique qui place les opérateurs économiques publics et privés algériens devant le défi de se déployer au sein du continent africain, et d'établir des relations fortes alliant solidarité et fraternité, tout en veillant à la sécurité de l'Algérie et des régions où elle détient des intérêts».

H. N.

Académie militaire de Cherchell

Le président de la République préside la cérémonie de sortie de trois promotions d'officiers

Le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, jeudi à l'Académie militaire de Cherchell «défunt Président Houari-Boumediène», la cérémonie de sortie de trois promotions d'officiers ayant reçu une formation de haut niveau dans ce pôle de formation d'excellence.

Il s'agit de la sortie de la 14^e promotion de formation militaire commune de base, la 52^e promotion de formation fondamentale et la 5^e promotion des officiers de la session Master, de l'Académie militaire après une formation de trois ans.

Le président de la République est arrivé dans la matinée à Cherchell, accompagné du président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, du Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, du président du Conseil constitutionnel, Kamel Fenniche et des membres du gouvernement.

Le chef de l'Etat a été accueilli à l'entrée principale de l'Académie par le chef d'état-major de l'ANP, le général de corps d'armée Saïd Chengriha, accompagné du commandant des forces terrestres, le général-major Athamnia, du commandant de la Première Région militaire, le général-major Ali Sidane, et du comman-

dant de l'Académie, le général-major Salmi Bacha.

Sur place, une formation militaire a présenté les honneurs au président de la République.

Le Président Tebboune s'est recueilli devant la stèle commémorative de la mémoire du défunt président Houari Boumediène, dont l'Académie porte le nom, en récitant la Fatiha du saint Coran, et le dépôt d'une gerbe de fleurs.

Le général de corps d'Armée, chef d'état-major de l'ANP, a prononcé, à l'occasion, une allocution dans laquelle il a remercié le président de la République d'avoir supervisé la cérémonie de sortie de promotions de l'Académie militaire de Cherchell, «la colonne vertébrale du système de formation de l'Armée nationale populaire qui dote nos Forces armées d'officiers qualifiés, compétents et imprégnés des principes et valeurs de la glorieuse Révolution de Novembre», a-t-il dit.

Les membres de la délégation accompagnant le chef de l'Etat ont ensuite procédé à la remise des diplômes et des grades aux autres lauréats.

La cérémonie s'est poursuivie par la passation de l'étendard de l'Académie entre la promotion sortante et celle montante, avant que le major de la 52^e promotion de la formation fondamentale ne

soumette à l'approbation du président de la République la baptismation de la promotion au nom du défunt moudjahid, le général de corps d'armée Mohamed Lamari, l'un des vaillants hommes de l'Algérie, possédant à son passif un long parcours de don de soi, dans les rangs de l'ANP.

Le Président Tebboune a visité, à l'occasion, une exposition scientifique mettant en exergue les travaux réalisés par des élèves officiers en Master et Licence, ainsi que des cadres et enseignants de l'Académie, avant la clôture de cette cérémonie de sortie 2020/2021 par un hommage spécial en l'honneur de la famille du défunt général de corps d'Armée, Mohamed Lamari, et la signature, par le président de la République, du registre d'or de l'Académie militaire de Cherchell.

Le général de corps d'Armée, Mohamed Lamari, dont les promotions sortantes portent le nom, est décédé en février 2012 à l'âge de 73 ans. Il a eu un parcours des plus riches au sein de l'institution militaire, jalonné par d'importants postes de responsabilité, dont le dernier fut sa nomination comme chef d'état-major de l'ANP (juillet 1993, août 2004).

Le défunt est né le 7 juin 1939 à Alger. Il rejoint l'Armée de libération nationale

en 1960, avant de poursuivre sa carrière au sein de l'ANP après l'indépendance. Il occupa en son sein plusieurs postes de responsabilité, dont celui de commandant de l'Ecole technique du matériel (1968/1970), commandant de l'infanterie mécanisée (1979/1980), chef des opérations de l'Etat-major de l'ANP et chef du département d'exploitation et de préparation durant les années 86, 87 et 88 du siècle dernier.

Il fut également commandant de la 5^e Région militaire en décembre 1988 avant d'être promu au poste de commandant des forces terrestres jusqu'en avril 1992, année durant laquelle il a occupé le poste de conseiller auprès du ministre de la Défense nationale, puis général de corps d'armée, chef d'état-major de l'ANP de juillet 1993 jusqu'à août 2004, avant de prendre sa retraite.

Le défunt général de corps d'Armée, Mohamed Lamari a été décoré de nombreuses médailles et grades en reconnaissance de son dévouement au service de la Nation. Il fut notamment décoré de la Médaille du mérite, de la Médaille de l'ANP, de la Médaille de l'Ordre de mérite national du rang «Djadir», et de la médaille de l'Ordre de l'ANP (2^e insigne).

Amine Y.

Arkab se réunit avec les cadres du secteur

■ Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a tenu, jeudi, une réunion avec les cadres du secteur, durant laquelle il a évoqué les défis énergétiques auxquels fait face le pays et les efforts à consentir pour les relever, indique un communiqué du ministère.



Par Farid M.

Cette réunion s'est déroulée au siège du ministère en présence du président-directeur général (P-dg) du Groupe Sonatrach, du représentant du P-dg du Groupe Sonelgaz, du président de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (Creg), du président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft), du P-dg du Groupe Manadjim El Djazair

(Manal), du président de l'Agence nationale des activités minières (Anam), de la présidente de l'Agence du service géologique d'Algérie (Asga) et des cadres du ministère, souligne la même source.

Exprimant «ses remerciements et sa reconnaissance» au président de la République pour la confiance renouvelée en sa personne, M. Arkab a affirmé «la poursuite de l'action et des efforts au service du pays et de la population».

La croissance et le progrès du

secteur de l'Energie et des Mines «n'auront lieu sans la conjugaison des efforts de tous les opérateurs, une démarche qui se répercutera positivement sur l'économie nationale et permettra d'assurer une vie digne et stable à tous les citoyens», a-t-il ajouté.

Le secteur, poursuit M. Arkab, fait face à plusieurs défis, notamment dans le domaine des hydrocarbures, d'où la nécessité de développer les champs pour augmenter la production par Sonatrach seul ou dans le cadre du partenariat et ce, conformé-

ment à la nouvelle loi sur les hydrocarbures, ainsi que de relancer les projets pétrochimiques en vue de couvrir les besoins nationaux et réduire les importations. Il a relevé la grande importance du programme de dessalement de l'eau de mer comme alternative face à la rareté des eaux à court et à moyen terme. En matière d'énergie électrique, le ministre s'est dit soucieux de développer et d'élargir le réseau national du transport d'électricité de haute et très haute tension, notamment vers le Sud, en poursuivant le raccordement des zones d'ombre, des exploitations agricoles et industrielles productives au réseau électrique et gazier.

Il a appelé à saisir les opportunités d'investissement offertes dans le continent africain et à promouvoir l'intégration du système électrique et énergétique avec l'Europe.

Il s'agit également d'assurer une meilleure exploitation économique des grandes richesses minières que recèle le pays, à même de créer une richesse et une plus-value ainsi que de l'emploi pour les jeunes et les diplômés.

M. Arkab a mis l'accent sur la nécessité d'exploiter pour de vrai

la nouvelle mine de Gara Djebilet et de parachever toutes les mesures relatives au lancement du projet de phosphate tout en œuvrant à développer et à élargir tous les projets miniers.

Le ministre a abordé d'autres volets comme l'énergie nucléaire destinée à la production d'électricité, la protection de l'environnement, les installations énergétiques, l'encouragement de l'intégration nationale dans le secteur de l'Energie et des Mines, la numérisation, l'utilisation des technologies de pointe, l'organisation administrative des directions de l'énergie et des mines et le soutien au start-up.

F. M.

Cultures stratégiques Les agriculteurs invités à s'approvisionner en semences et engrais

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a invité, jeudi dans un communiqué, les agriculteurs et les exploitants agricoles intéressés par le programme de développement des cultures stratégiques, notamment celle du maïs, à se rapprocher de ses services pour s'inscrire en vue de s'approvisionner en semences et engrais et de bénéficier d'incitations.

Cette opération entre dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route du secteur de l'Agriculture et du Développement rural pour la période 2020-2024, a ajouté la même source.

«Les agriculteurs et les exploitants agricoles intéressés par le programme de développement des cultures stratégiques, notamment celle du maïs, sont priés de se rapprocher des directions et départements des services agricoles de leurs wilayas pour s'inscrire en vue de s'approvisionner en semences et engrais dans les délais fixés et de bénéficier des incitations prévues par le ministère de tutelle», a précisé le communiqué.

Le ministère a, dans ce cadre, assuré aux agriculteurs et opérateurs que l'Office national des aliments du bétail (Onab) assurera l'achat de la récolte de maïs qui entre dans la production des aliments du bétail, ainsi que son acheminement vers les unités de transformation.

Le communiqué a, par ailleurs, indiqué que le développement de ces agricultures stratégiques permettra d'augmenter la production nationale et de réduire la facture des importations.

N. T.

Prix

Le pétrole se reprend, mais les incertitudes économiques pèsent

Le pétrole s'est légèrement repris jeudi en fin de séance après l'annonce d'une baisse des stocks américains plus importante que prévu, mais les incertitudes sur l'accélération de l'économie mondiale ont vite repris le dessus, le marché redoutant aussi une mauvaise surprise de l'Opep+.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre a fini en hausse de 69 cents, ou 0,93 %, à 74,12 dollars à Londres, bénéficiant d'un rebond après avoir touché 72,11 dollars en séance. A New York, le baril de WTI pour le mois d'août a lui aussi terminé en progression, de 74 cents ou 1,02 %, à 72,94 dol-

lars, après avoir approché le seuil des 70 dollars plus tôt dans la journée (70,76 dollars).

Les cours ont été soutenus par le rapport hebdomadaire sur les stocks de brut aux Etats-Unis, qui ont plongé de 6,9 millions de barils (MB) durant la semaine achevée le 2 juillet, soit sensiblement plus que les prévisions des analystes, qui tablaient sur une baisse médiane de 4 millions de barils. La baisse des réserves d'or noir signale une augmentation de la demande et oriente les prix à la hausse. «Mais on n'a pas vraiment vu un élan», a estimé Bart Melek, responsable de la stratégie matières premières chez TD Securities, les cours res-

tant loin des plus hauts touchés mardi (77,84 dollars pour le Brent et 76,98 pour le WTI). «Le facteur le plus important, qui empêche les prix de monter davantage, est la crainte que le variant delta ne ralentisse l'économie mondiale et, partant, la croissance de la demande», a expliqué le stratège. La part du variant delta, considéré comme plus contagieux et plus dangereux, dans les nouveaux cas de contamination est désormais majoritaire dans de très nombreux pays, dont certains ont décrété ces derniers jours de nouvelles restrictions, de nature à ralentir l'activité économique. Pour Bart Melek, le marché a aussi le regard tourné vers

les pays membres de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (Opep) et leurs alliés de l'Opep+, après l'échec de la réunion qui devait aboutir à un relèvement de la production. Faute d'accord, «tout le monde pourrait bien augmenter sa production quoi qu'il arrive», de façon unilatérale, a prévenu le spécialiste macro-économique.

Par ailleurs, le rapport de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), publié jeudi, a montré que la production de pétrole avait augmenté aux Etats-Unis, certaines régions étant désormais à pleine capacité.

Samia Y.

Allemagne

Nouvelle hausse des exportations en mai à 112,2 milliards d'euros

Les exportations allemandes de biens ont progressé en mai, pour le treizième mois d'affilée, atteignant 112,2 milliards d'euros, soit 0,3 % de plus qu'en avril, selon les données publiées jeudi par l'institut de statistique Destatis. Les exportations, vitales pour l'industrie allemande, progressent sans cesse depuis mai 2020, après le trou d'air historique de mars et avril. Leur niveau se rapproche de celui d'avant la crise sanitaire : il n'est plus que 0,3 %

moins élevé qu'en février 2020. L'Allemagne a exporté en mai 43,3 % de plus vers l'Union européenne sur un an, et 28,7 % par rapport aux pays tiers. La Chine, marché particulièrement important pour la première économie européenne, a importé 17,1 % de plus de produits allemands sur un an. Les importations ont elles aussi connu une hausse de 3,4 % sur un mois, à 99,6 milliards d'euros, en données corrigées des variations saisonnières et de calendrier. Ces statistiques inter-

viennent alors que l'industrie exportatrice allemande, pilier du modèle économique, fait face à de nombreuses pénuries qui plombent son activité. La pandémie de coronavirus a bouleversé les chaînes mondiales d'approvisionnement, conduisant à des goulots d'étranglement sur les marchés des composants électroniques, du bois, des plastiques, et de l'acier, notamment. La production industrielle a en conséquence chuté, l'indicateur perdant 0,3 % en mai. Mais la

reprise économique devrait néanmoins se poursuivre, au fur et à mesure que la situation se normalise, selon le gouvernement. Berlin s'attend à un rebond économique dès le deuxième trimestre, après une chute de 1,8 % du PIB entre janvier et mars, et à une croissance de 3,5 % sur l'année. L'Allemagne a entamé, mi-mai, une large levée de ses restrictions, qui plombaient son économie, grâce au fort recul des cas d'infections sur son territoire.

R. E.

Takfa, nouveau double album de Takfarinas

Un regard artistique sur la «ratatouille» du monde

La star algérienne de la word music, Takfarinas, est retournée en Algérie pour la promotion de son dernier opus, *Takfa*. C'est avec «Algérie, ma mère» et «Mon cœur, c'est l'amour», deux cris du cœur, que l'artiste signe son retour sur la scène musicale après une décennie de silence, avec la sortie mondiale, le 18 juin dernier, de son double album.



Ph.D. R.

Exprimant la ratatouille «Tchektchouka» du monde d'aujourd'hui, les rappers Rohff, Franco-Comorien de Vitry-sur-Seine et l'Américain d'origine dominicaine, Mangu, lui donnent la réplique en s'interrogeant sur l'avenir du monde et de la jeunesse.

Célia Ould Mohand, lauréate de l'émission «Alhan oua chabab» (Musique et jeunesse) et Rebecca Phirmis (chanteuse française), devisent, elles, avec l'artiste, dans un échange plein d'humour et de quiproquos, sur un fond festif, sur la condition de la femme dans le monde d'aujourd'hui. La JSK, que l'artiste accompagne, à l'occasion, au Bénin pour assister à la finale de la coupe de la Confédération africaine (CAF), est aussi présente dans cet album.

Musicalement, Takfa varie les genres et les instruments. Du chaâbi, du rap et du rock. Et c'est Norbert Krief, l'accompagnateur de Johnny Hallyday, «à la bonne époque, celle du Parc des Princes», qui apporte sa touche et ses riffs électro hard rock incendiaires sur l'une des chansons de l'album, «Ma Kabyllité».

La graphie n'est pas en reste chez Takfa, et pour ce double album l'artiste, toujours à la page, s'est offert les services d'Etienne de Courrèges, Nawel Chabane et Adel Chaoui, trois graphistes à la pointe du combat.

Concernant ses projets pour

l'avenir, l'artiste a déclaré qu'«un prochain album, entièrement chaâbi, qui va révolutionner cette musique, se prépare».

Festival Raconte-Arts à Tizi-Ouzou L'organisation de l'évènement tributaire de la situation sanitaire

L'organisation de la 17^e édition du Festival culturel Raconte-Arts, prévue du 13 au 20 août prochain au village Ait Ouabane, au sud-est de Tizi-Ouzou, reste tributaire de l'évolution de la situation sanitaire de Covid-19, ont annoncé, jeudi, les organisateurs de cette manifestation culturelle.

Le village d'Ait Ouabane a accepté le principe d'accueillir le festival une seconde fois, après avoir accueilli la 14^e édition en 2017, «sous réserve d'une évolution positive de la situation sanitaire», souligne le communiqué des organisateurs. Les organisateurs et le comité du village qui travaillent en étroite collaboration demeurant «très vigilants» et à l'écoute du corps médical consulté régulièrement, est-il souligné.

Les inscriptions pour les participants et l'établissement du programme de cette édition seront lancés dans quelques jours, et le public et les participants seront, en outre, informés de toute évolution de la situation. Le choix du village hôte, qui a déjà accueilli le festival et montré une capacité d'organisation hors norme, s'est imposé suite au désistement du village Ait Aissi, dans la commune de Yakourene, devant initialement accueillir cette édition. L'organisation de la 17^e édition, prévue en juillet de l'année écoulée, 2020, au village Ait Smail dans la commune de Yakourene, a été, pour rappel, annulée pour cause de l'acuité de la crise sanitaire qui sévissait alors. La reprise après deux années d'interruption sera, certes, «difficile mais pas impossible, si tout le monde y met du sien», organisateurs, participants et public, pour faire encore opérer la magie de Raconte-Arts, est-il souligné de même source.

L. B.

Par Adéla S.

A cette occasion, Takfarinas a exprimé sa «satisfaction de l'écho reçu à travers le monde» et de ce «retour sur scène après un silence fructif et marqué par un long et dur travail pour concevoir ces deux albums».

Son dernier album «Lwaldine» (Hymne aux parents) est sorti en 2011, depuis «Takfa» a travaillé «sans discontinuité», dit-il sur ce 19^e album de sa carrière entamée en 1979, réalisé avec la complicité étroite de l'ingénieur du son algérien installé à Paris, Abdelghani Torqui, et du Cubain Luis Orlando.

Pour cet opus de 21 chan-

sons, déjà prêt en 2019 mais dont la sortie a été reportée pour «cause de la situation politique au pays et ensuite de la pandémie de coronavirus», l'artiste se fait accompagner de plusieurs étoiles montantes de la musique d'aujourd'hui, pour dire «le groove, le sentiment, le plaisir, la morale, la dent dure et le cœur tendre».

Musique andalouse

L'artiste Abbas Righi retrouve son public à Alger

Le chanteur constantinois Abbas Righi a retrouvé jeudi soir son public à Alger, dans la joie d'un concert de musique malouf époustoufflant, qui s'est déroulé dans le strict respect des mesures préventives contre la propagation du coronavirus.

Accompagné sur la grande scène de l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih par une dizaine de musiciens virtuoses dont le maestro Samir Boukredera au violon alto, Abbas Righi a présenté, durant plus de deux heures, un programme en quatre parties, faisant part, avant de commencer, de son «immen-

se bonheur de retrouver la scène et le public algérois».

Parmi la vingtaine de pièces au programme, Abbas Righi a rendu, entre autres, «A ya bella-redj», «Ach mayBerred nirani», «Wahd logh'zala rit el youm», «Gattala», «El Boughi», «Sidi Rached», «Dhalma», «Sid Ettaleb», «Hamma ya Hamma» et «Ksentina».

Dans un enchaînement judicieux des variations modales et rythmiques, les sonorités aiguës des violons et du nay (flûte

arabe), la densité des notes émises par le oud et la cadence rythmique maintenue par les «nekkaret» (petite percussion à deux tambours), ont dessiné dans l'espace de la salle les traits de l'identité sonore du genre Malouf.

Avec une voix présente et étoffée, Abbas Righi a livré une prestation pleine où il a généreusement mis en valeur le patrimoine musical de Constantine devant un public «réceptif et accueillant», dans une ambiance

de grands soirs.

Par ailleurs et en collaboration avec l'Opéra d'Alger, la Galerie d'Art «Couleurs et patrimoine», «pionnière dans l'intégration de l'artisanat dans l'univers des arts plastiques», selon sa présentation, propose sur le hall d'entrée de l'Opéra d'Alger «un voyage à travers le savoir-faire», une exposition de travaux artistiques et traditionnels, animée par près d'une cinquantaine d'exposants.

L. B.

Ministère de la Culture et des Arts

Wafaa Chaalal prend ses fonctions

La nouvelle ministre de la Culture et des Arts, Wafaa Chaalal, a pris jeudi ses nouvelles fonctions, en remplacement de Malika Bendouda, au lendemain de l'annonce de la composition du nouveau gouvernement dirigé par Aïmene Benabderrahmane.

La cérémonie de passation de consignes s'est déroulée au siège du ministère, en présence

des cadres du secteur. A cette occasion, M^{me} Chaalal a adressé ses remerciements au «président de la République pour la confiance qu'il a placée en sa personne pour participer à l'édification d'une Algérie nouvelle à travers le secteur de la Culture».

Lors de cette cérémonie, Malika Bendouda a dressé un bref bilan d'un an et demi de travail à la tête de ce département

et a remercié les cadres du ministère pour leur travail et leur dévouement.

La nouvelle ministre de la Culture et des Arts, Wafaa Chaalal, a été élue, en 2017, pour représenter la wilaya de Tiaret à l'Assemblée populaire nationale dans la formation du Rassemblement national démocratique (RND).

F. H.

Agend'Art

Théâtre national algérien
Du 11 au 15 juillet :
Présentation de la pièce de théâtre «La rue des hypocrites»
Librairie Point Virgule
Aujourd'hui à partir de 14 h :
L'écrivain et diplomate Amine Kherbi présente son dernier ouvrage «Sur le toit du monde- Chroniques américaines».

Lors de sa 15^e édition organisée en 2018 au village Tiferdoud, dans la commune d'Abi-Youcef, il a été décidé de dédier une des journées du festival au village hôte pour se faire connaître. D. R.



Afghanistan

Joe Biden justifie le retrait définitif

■ Comment finir une guerre sans la gagner, mais sans déshonneur ? C'est ce qu'a tenté de faire Joe Biden jeudi en justifiant la fin de vingt années d'intervention militaire en Afghanistan.

Par Mourad M.

Pour le président américain, pas de doute, les États-Unis, qui boucleront leur retrait «le 31 août, ont atteint leurs objectifs en Afghanistan».

A savoir : «Mettre la main sur les terroristes qui nous ont attaqué le 11 septembre», éliminer Oussama ben Laden, et plus généralement «faire reculer la menace terroriste pour que l'Afghanistan ne soit plus une base d'où conduire des attaques contre les États-Unis».

Depuis plusieurs jours les annonces se succédaient sur le retrait rapide et à bas bruit des troupes américaines d'Afghanistan, mais aussi sur les offensives militaires des talibans, sans prise de parole solennelle d'un président démocrate.

Jeudi, Joe Biden s'est finalement adressé aux Américains, depuis la Maison-Blanche, sur un ton très ferme, mais en se gardant de tout triomphalisme.

Qu'on ne le prenne pas à commettre les mêmes erreurs qu'un George W. Bush trop sûr de lui à propos de la guerre en Irak.

«Non, ce n'est pas "mission accomplie"», a assuré Joe Biden. Il faisait référence à un discours prononcé par George W. Bush à bord d'un porte-avions américain, sous une banderole portant ce slogan, en 2003, une mise en scène qui s'était presque immédiatement retournée contre lui.

Il a, en effet, fallu attendre 2011 pour que les troupes américaines quittent l'Irak, laissant un pays en proie au chaos, berceau du groupe terroriste État isla-

mique. Joe Biden, du haut de ses 78 ans, s'est montré jeudi très soucieux d'éviter les comparaisons historiques fâcheuses, lui dont la longue carrière politique n'a pas été exempte de faux pas en matière militaire – il avait ainsi voté pour l'invasion de l'Irak, ce qui lui est encore reproché aujourd'hui.

A une opinion publique américaine certes lasse de la plus longue des guerres de l'Amérique, mais aussi très attachée à ses troupes, le président a ainsi assuré qu'il y avait «zéro» comparaison possible entre le départ d'Afghanistan, et la fin pitoyable de la guerre au Vietnam.

«Il n'y aura personne qu'il faudra évacuer par les airs du toit d'une ambassade américaine aux États-Unis en Afghanistan. Ce n'est pas du tout comparable», a-t-il martelé, en référence à un épisode célèbre, l'évacuation par hélicoptère d'Américains et de Vietnamiens organisée à la hâte à Saïgon, au printemps 1975.

Le président n'a cédé qu'un instant à son penchant pour les anecdotes personnelles touchantes, en évoquant ses voyages en Afghanistan notamment en tant que vice-président, et sa rencontre avec une femme



PH. D. R.

qui suppliait les Américains de rester dans le pays afin de pouvoir continuer ses études.

Tout en assurant que Washington allait continuer à soutenir l'Afghanistan, et en promettant que les Afghans qui avaient servis d'interprètes aux forces américaines auraient «leur place» aux États-Unis, le président américain a pris bien soin d'insister sur la responsabilité des autorités de Kaboul.

Ces dernières ont selon lui «la capacité» d'assurer la continuité du gouvernement, à condition de trouver la «cohésion» nécessaire. Joe Biden a aussi jugé «pas inévitable» que le pays tombe

aux mains des talibans.

Mais il n'en pense pas moins que «la probabilité qu'il n'y aura qu'un gouvernement uni en Afghanistan contrôlant tout le pays est hautement invraisemblable».

A la question : «Les États-Unis seront-ils responsables des vies de civils afghans qui pourraient être perdues après le retrait des troupes ?», le président américain a répondu, en haussant le ton et en martelant son pupitre : «Non. Non, non, non. C'est aux Afghans de décider quel gouvernement ils veulent».

M. M.



Commentaire

Révolte

Par Fouzia Mahmoudi

Si beaucoup d'Afghans s'inquiètent du prochain départ définitif des dernières troupes américaines encore présentes en Afghanistan, ce sont sans surprise surtout les femmes qui craignent le plus le retour des terroristes islamistes au pouvoir. Au nord et au centre de l'Afghanistan, les femmes se mobilisent ainsi depuis des jours afin de protester contre les talibans, lesquels se sont déjà emparés de très nombreux territoires au sein du pays. Le week-end dernier, elles étaient des centaines à manifester à Ghor, une province du centre de l'Afghanistan. Comme le rapporte «The Guardian», ces manifestantes brandissent des pancartes griffées de slogans anti-talibans, mais aussi des armes, afin d'exprimer leur révolte. Une manière de s'opposer à ceux qui menacent les droits des femmes, leurs libertés et leur vie. «Beaucoup de femmes étaient prêtes à se rendre sur les champs de bataille. Cela inclut moi-même. Moi et d'autres femmes disons que nous sommes prêtes à aller nous battre», a déclaré en ce sens Halima Parastish, meneuse du mouvement et manifestante, au journal britannique. Cependant, et malgré cette défiance revendiquée, le conservatisme inhérent au pays pourrait empêcher ces femmes de réellement partir au front afin d'affronter le régime taliban qui les menace et les oppresse. «Aucune femme ne veut se battre, je veux juste poursuivre mes études et rester loin de la violence, mais les conditions actuelles m'ont poussée, moi ainsi que d'autres femmes, à me soulever», a déclaré une journaliste et manifestante d'une vingtaine d'années au «Guardian». Les conditions, ce sont celles imposées par le régime taliban dans les territoires investis : accès limité à l'éducation des filles et des femmes (incluant la fermeture des écoles), à leur liberté de mouvement au sein du pays, interdiction de certaines tenues, port obligatoire de la burqa dans certains districts, interdiction de travailler la terre en zones rurales et la liste est longue. A cela faut-il encore ajouter une sacralisation du tutorat, maris, frères et pères conservant un contrôle absolu sur ces femmes. Autant de facteurs qui incitent certaines d'entre elles à fuir leur district afin de rejoindre les afghanes qui luttent contre les talibans, armes aux poings. Nombre de ces citoyennes envisagent le conflit armé comme une évidence, une forme d'autodéfense, de riposte face à ces violences patriarcales. «Je ne veux pas que le pays soit sous le contrôle de personnes qui traitent les femmes comme les talibans le font. Nous avons pris les armes pour montrer que si nous devons nous battre, alors nous le ferons», poursuit une Afghane. Selon la jeune femme, les talibans seraient d'autant plus effrayés par elles qu'être tué par une femme serait pour eux une forme d'«humiliation». En attendant, la place des femmes au sein des forces armées reste plutôt minime, et celles qui s'y intègrent n'échappent malheureusement pas aux discriminations et au harcèlement. Malgré tout, elles sont aujourd'hui très nombreuses à brandir les armes et semblent décidées à mener le combat jusqu'au bout. Un combat qui ne semble malheureusement pas mobiliser beaucoup d'hommes qui, s'ils sont nombreux à ne pas cautionner le mode de vie prôné par les talibans, restent néanmoins silencieux, ayant évidemment moins à perdre que les femmes qui, elles, vivant déjà dans une situation difficile, se verraient alors contraintes de vivre une fois encore dans une prison à ciel ouvert.

F. M.

Soudan du Sud

Sombre anniversaire dix ans après l'indépendance

Le Soudan du Sud fêtait sans joie hier sa première décennie d'existence, marquée par une sanglante guerre civile qui a plongé le plus jeune pays du monde dans un cycle de violences et une grave crise humanitaire.

Le Soudan du Sud est devenu officiellement le 193^e État au monde le 9 juillet 2011, après des décennies de conflit pour s'émanciper du Nord du Soudan. Mais la liesse et l'espoir qui avaient submergé les rues de la capitale Juba ce soir de 2011 ont disparu depuis longtemps.

En décembre 2013, le pays a sombré dans une sanglante guerre civile, qui a fait en cinq ans plus de 380 000 morts, déplacé environ 4 millions d'habitants – soit le tiers de la population – et qui l'a précipité dans une grave crise humanitaire.

Un accord de paix a été officiellement signé en septembre 2018 entre le Président Salva Kiir et son rival Riek Machar et les deux hommes dirigent le pays – dans une fragile cohabitation. Le premier en tant que président et le second en tant que vice-président.

Mais depuis, malgré ses importantes ressources pétrolières, le Soudan du Sud n'a pas avancé. La situation a même empiré : le pays est en proie aux violences communautaires, à

une profonde crise économique, marquée notamment par une inflation galopante et connaît des «niveaux d'insécurité alimentaire et de malnutrition les plus élevés depuis l'indépendance», selon l'ONU.

Au moins 60 % de sa population est en situation d'insécurité alimentaire, dont 108 000 personnes menacées de famine, selon le Programme alimentaire mondial (PAM).

«Les dix premières années de l'histoire de ce jeune pays ont été marquées par de nombreuses souffrances», ont déclaré, jeudi dans un communiqué, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Norvège, qui avaient parrainé les négociations, en regrettant que «la promesse de paix et de prospérité que représentait l'indépendance n'ait pas été tenue».

Le pays n'a plus célébré officiellement son indépendance depuis 2014.

Cette année, les autorités ont ordonné que la population célèbre cette journée en privé, officiellement en raison du Covid-19.

Le Président Kiir a également invoqué mercredi les sanctions internationales qui «appauvrissent» selon lui le Soudan du Sud et prive l'État de revenus. «C'est pourquoi nous ne célébrerons pas le dixième anniversaire de la façon dont les gens l'auraient souhaité», a-t-il déclaré dans une

interview à la télévision kényane.

Le seul événement public prévu est une course de 10 kilomètres à Juba, baptisée «Great South Sudan Run».

Initialement annoncée, la très symbolique prestation de serment des députés du Parlement «reconstitué», dont la composition avait été annoncée fin mai, a été reportée, sans plus de précision.

Cette «reconstitution» du Parlement, selon une composition négociée entre les signataires de l'accord de 2018, fait partie d'une série de dispositions prévues pour éviter une nouvelle guerre.

La plupart de ces dispositions, notamment la création d'une armée «unifiée» regroupant les forces qui se sont affrontées durant la guerre civile, n'ont pas encore été mises en œuvre.

La faiblesse des institutions, la corruption omniprésente et une misère croissante ont notamment amené à l'explosion des violences interethniques et de la criminalité dans de nombreuses régions qui échappent à l'autorité de l'État.

Selon l'ONU, plus de 80 % des victimes civiles recensées en 2021 ont été touchées par des violences intercommunautaires ou des actes de milices communautaires.

Covid-19/Tunisie

Le système de santé considéré comme «effondré»

■ Le gouvernement tunisien a approuvé, jeudi, un projet de loi fondamentale relative à la réglementation de l'état d'urgence sanitaire, au moment où la porte-parole officielle du ministère de la Santé, Nissaf Ben Alaya, considérait le système de santé de son pays comme «effondré».



Par Moncef G.

D'après la Présidence du gouvernement tunisien, un Conseil des ministres a approuvé, lors d'une réunion tenue ce jeudi et présidée par le Chef du gouvernement, Hichem Mechichi, un projet de loi portant sur l'instauration de l'état d'urgence sanitaire, en plus d'un certain nombre de projets.

Le Chef du gouvernement a souligné, à cette occasion, l'importance de la loi fondamentale relative à l'organisation de l'état d'urgence sanitaire pour encadrer le travail accompli par toutes les parties en cas de propagation des épidémies, en accélérant la mise en œuvre de mesures liées à la lutte contre la pandémie de Covid-19.

L'état d'urgence sanitaire per-

met au gouvernement d'avoir des pouvoirs plus larges dans le cadre de la maîtrise de la situation sanitaire et de prendre des mesures exceptionnelles pour freiner la propagation de l'épidémie en préservant la vie des citoyens.

Dans ce sens, le gouvernement a mis en place toutes les capacités logistiques, humaines et matérielles pour résister à cette pandémie, fournir le plus grand nombre de vaccins aux citoyens et protéger le système de santé, «qui souffre de nombreuses difficultés et lacunes et pour éviter qu'il ne s'effondre dans cette situation sanitaire difficile que connaît le pays», selon un communiqué du gouvernement tunisien.

L'état d'urgence sanitaire permet également au gouvernement d'approuver un confine-

ment partiel ou général, de déterminer et de surveiller la résidence des personnes infectées et suspectes, de limiter leurs déplacements, y compris l'isolement sur leur lieu de résidence, d'imposer des restrictions à la liberté de circulation des personnes et moyens de transport, fermer les commerces ouverts au public et empêcher l'organisation de rassemblements, d'activités et de manifestations toutes catégories confondues.

Dans une déclaration, la porte-parole du ministère tunisien de la Santé, Nissaf Ben Alaya, a affirmé que la commission nationale de la lutte contre le Covid-19 a décidé, ce jeudi, d'interdire la circulation interprovinciale à compter de ce jeudi et de maintenir les mesures déjà en vigueur jusqu'au 31 du mois

courant.

Le couvre-feu sera, par conséquent, maintenu de 20h00 à 05h00 jusqu'à la fin du mois de juillet courant.

Elle a regretté que la pandémie «ait touché tous les pays du monde (...) la Tunisie traverse, actuellement, une conjoncture sanitaire catastrophique, d'autant plus que le virus est en train de faire des ravages et de se propager à grande vitesse dans le pays».

Citée par la radio privée, Mosaïque, Ben Alaya a mis en garde qu'il y a eu une invasion du variant Alpha en avril et mai, puis la souche indienne Delta ayant causé la nouvelle vague actuelle avec un taux de contagion de 70 %.

La propagation de ce virus est très rapide, a-t-elle expliqué : le système sanitaire s'est écroulé et le corps médical est complètement dépassé.

«Les lits de réanimation et d'oxygène ne sont quasiment plus disponibles (...) le taux de contamination au Covid-19 est en augmentation, ainsi que le nombre de décès», a-t-elle précisé.

8 315 nouvelles contaminations et 126 décès au cours des dernières 24 heures

Le ministère tunisien de la Santé a signalé 8 315 nouveaux cas positifs de Covid-19, suite à 23 952 analyses virologiques au cours des 24 dernières heures.

En une journée, le bilan des décès, causés par la maladie, fait état de 126 décès supplémentaires.

Ainsi, la Tunisie totalise

473 229 cas confirmés de Covid-19 depuis le 2 mars 2020, dont 15 861 décès et 375 756 guérisons.

À la date du 7 juillet, 4 087 Tunisiens, atteints de Covid-19, sont toujours hospitalisés, dont 630 en réanimation et 159 placés sous respiration artificielle.

Le ministère tunisien de la Santé prévoit de recevoir 1 270 750 doses de vaccins contre le nouveau coronavirus fin juillet, sous forme d'achats directs, dont 40 000 doses des laboratoires Sputnik et plus de 906 000 doses de ceux de Pfizer.

Par ailleurs, 324 000 doses du vaccin AstraZeneca seront également reçues en juillet 2021 dans le cadre de l'initiative mondiale Covax.

Il est à noter qu'au 117^e jour de la campagne nationale de vaccination, 707 142 Tunisiens sont complètement vaccinés contre le Covid-19 parmi 3 152 332 inscrits sur la plateforme électronique Evax.

Face à la hausse des cas, la Libye ferme ses frontières avec la Tunisie

La Libye a décidé jeudi de fermer ses frontières avec la Tunisie et de suspendre les liaisons aériennes pendant une semaine avec ce pays voisin où la situation sanitaire est catastrophique, a affirmé un porte-parole du gouvernement.

«Compte tenu de l'aggravation de la situation épidémiologique en Tunisie, de la hausse des nombres de contamination et l'annonce par le ministère tunisien de la Santé de l'effondrement du système de santé, le Conseil des ministres a décidé de fermer les frontières terrestres et aériennes pendant une semaine à compter de (jeudi) minuit», a annoncé le porte-parole du gouvernement libyen, Mohamad Hamuda.

Les hôpitaux en Tunisie connaissent depuis deux semaines un important afflux de patients durant cette vague de propagation du Covid-19, qui atteint des niveaux inédits, amenant les autorités tunisiennes à qualifier la situation de «catastrophique».

La Libye, pays de moins de sept millions d'habitants, a officiellement enregistré 199 526 cas de coronavirus, dont 3 227 décès depuis le début de l'épidémie, selon le dernier bilan des autorités.

La Tunisie est l'un des seuls pays, avec la Turquie et l'Égypte, où les avions libyens sont autorisés et qui accepte les ressortissants libyens sans visa, notamment ceux, nombreux, qui s'y rendent pour des soins médicaux.

Maya H.

Libye

Le Parlement prépare la loi pour élire le président

Le président de la Chambre des représentants libyenne (Parlement) a annoncé le début des travaux relatifs à la préparation de la loi pour l'élection du président directement par le peuple, prévue le 24 décembre prochain en Libye.

Lors de sa rencontre avec l'envoyé spécial du secrétaire général pour la Libye, Jan Kubis, Aquila Saleh a confirmé que la Chambre des représentants avait commencé à préparer la loi pour élire le président directement, en plus de répartir les circonscriptions électorales à travers le pays pour assurer le déroulement des élections à temps, rapporte l'agence de presse libyenne (LanaNews).

«La Chambre des représentants avait tenu ses engagements», a assuré M. Aquila,

appelant toutes les parties à «œuvrer pour respecter leurs engagements, y compris le droit de nommer des postes de direction à des postes souverains».

Les deux responsables qui ont discuté de l'évolution du processus politique en Libye, ont également souligné la nécessité de tenir les élections à la date prévue, le 24 décembre prochain.

L'ONU remet à la Banque centrale son rapport d'audit

L'ONU a remis jeudi à la Banque centrale de Libye le rapport final de l'audit international réalisé sur ses deux branches dans l'est et l'ouest du pays, étape cruciale pour réunifier l'institution financière.

«Nous espérons, avec cette avancée, pouvoir réunifier la Banque centrale, préserver l'intégrité du secteur bancaire et renforcer la politique monétaire instaurée début 2021», a indiqué la Banque centrale de Libye (BCL) dans un communiqué, indiquant qu'elle «étudiera le rapport et fera parvenir ses remarques», sans toutefois préciser de date.

L'émissaire onusien en Libye, Jan Kubis, a remis à Tripoli le rapport d'audit au Premier ministre, Abdelhamid Dbeibah, en présence du gouverneur de la branche internationalement reconnue de la BCL basée à Tripoli (ouest), Seddik al-Kebir, et de Ali al-Hebri, qui présidait la branche de la Banque centrale à al-Bayda (est).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejouralgerie.com>

Foot/ Equipe nationale (U20)

«Lacete va rester pour préserver la stabilité»

LE DIRECTEUR technique national (DTN) de la Fédération algérienne de football (FAF), Ameur Chafik, a annoncé, hier, le maintien de Mohamed Lacete, à la tête de la sélection des moins de 20 ans (U20), «dans le souci de préserver la stabilité». «La récente participation algérienne à la Coupe arabe des U20 sera évaluée prochainement par le président de la FAF (Amara Charaf-Eddine, nldr) et la DTN. Dans le souci de préserver la stabilité au sein de cette sélection, je pense que Lacete va rester à son poste, pour préparer les futures importantes échéances», a indiqué le DTN sur les ondes de la Radio nationale. L'équipe algérienne des U20 a réalisé une belle performance, en atteignant la finale de la Coupe arabe de la catégorie disputée au Caire (20 juin - 6 juillet), s'inclinant en finale, mardi, face à l'Arabie saoudite (1-2). De son côté, Mohamed Lacete s'est dit «disposé» à res-

ter aux commandes des U20, lui qui avait remplacé Sabeur Bensmain, limogé suite à son échec à qualifier la sélection des U20 à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021, disputée en Mauritanie (14 février - 4 mars). «Je reste à la disposition de la FAF et de la DTN. Je suis prêt à continuer ma mission avec les U20, et même à la tête d'une autre sélection des jeunes. Je suis là pour servir le football algérien et mon pays, qui m'a donné l'opportunité d'arriver là où je suis actuellement», a-t-il affirmé. Pour rappel, Lacete est parvenu à mettre sur pied l'équipe des U20, au terme de 4 stages d'évaluation et de présélection, effectués à Alger. Il a retenu au final un effectif de 23 joueurs, dont 15 évoluant à l'étranger, qui ont pris part au dernier rendez-vous arabe tenu en Egypte.

Racim S.

Afrique du Sud

L'appel de Jacob Zuma rejeté

L'ANCIEN président de l'Afrique du Sud, Jacob Zuma, incarcéré depuis jeudi dans la province du Kwazulu-natal, restera en prison, et pour cause, la Haute Cour de Pietermaritzburg a rejeté son recours hier, ont rapporté des médias. L'ancien chef de l'Etat demande l'annulation de sa peine, mettant en avant son âge avancé et la pandémie de coronavirus (Covid-19), selon Africanews. Rien n'est encore perdu cependant. La cour constitutionnelle sud-africaine

examinera à son tour sa demande lundi. Jacob Zuma a été condamné à 15 mois de prison ferme pour avoir à plusieurs reprises refusé de témoigner dans le cadre d'enquêtes pour corruption d'Etat. Des faits en lien avec son règne au sommet de l'Etat de 2009 à 2018. Ses partisans qui s'opposent à son maintien en détention prononcé par la justice hier, ont manifesté dans les rues de la province du Kwazulu-natal contre cette décision.

Y. N.

Turquie

Arrestation à Ankara de 7 étrangers soupçonnés d'appartenir à Daech

LES AUTORITÉS turques ont arrêté 7 étrangers accusés d'appartenir à l'organisation terroriste autoproclamée «Etat islamique» (Daech) dans la capitale, Ankara, ont rapporté, hier, des médias locaux.

Le parquet d'Ankara a déclaré, hier dans un communiqué, que dans le cadre des enquêtes du bureau antiterroriste, un mandat d'arrêt avait été émis contre 10 personnes étrangères, rapporte l'agence de presse turque (Anadolu).

Le communiqué a ajouté que les personnes mentionnées sont des éléments de l'organisation terroriste Daech et mènent des activités dans la capitale pour l'organisation.

Il a indiqué que 7 des personnes recherchées ont été arrêtées par les équipes antiterroristes de la Direction de la sécurité d'Ankara, tandis que les efforts se poursuivent pour arrêter les autres.

R. I.

Tour de France

Abandon de Kluge après une chute collective

L'ALLEMAND Roger Kluge (Lotto) a abandonné le Tour de France à la suite d'une chute massive dans la 13^e étape, hier, entre Nîmes et Carcassonne. Une bonne vingtaine de coureurs (Declercq, S. Yates, Poels, Higuita, De la Parte, Bouhanni et Thomas notamment) sont tombés en même temps que lui

mais ont pu repartir. Le Danois Soeren Kragh Andersen, qui a basculé dans un petit ravin, est remonté à pied sur la route. Il a pu reprendre la course. La chute est survenue à quelque 65 kilomètres de l'arrivée de cette étape de 219,9 kilomètres à Carcassonne.

R. S.

Une fatwa rendant illicite l'achat De charbon de bois



Djalou@hotmail.com

Consommation d'électricité à Béjaïa

Une hausse de plus de 11 % enregistrée

■ La consommation en énergie électrique a sensiblement augmenté en ce début d'été à Béjaïa. Une hausse de 11,28 % a été enregistrée par la Société algérienne d'électricité et de gaz (Sadeg) (ex-Sonelgaz) durant le mois de juin écoulé, en comparaison avec le mois de juin de l'année précédente, soit 14.42 Gwh de plus.

Par Hocine Cherfa

Cette augmentation est due à plusieurs facteurs, dont le pic de chaleur enregistré durant le mois en question et la reprise de certaines activités après leur suspension pour cause de Covid-19. «Une hausse de la consommation d'électricité de 11,28 % a été enregistrée en juin», a indiqué la Sadeg dans un communiqué de presse qui nous a été transmis, expliquant qu'«à chaque pic de chaleur, son pic de consommation électrique, et que l'été est de plus en plus énérgivore». Pour la Sadeg, «lorsque la température augmente, la consommation de l'électricité suit immédiatement, avec notamment l'utilisation des appareils de climatisation». Aussi, selon la même société, «une hausse de 2,38 % a été enregistrée pendant le premier semestre 2021, ceci par rapport à la même période de l'année précédente, soit 19,20Gwh de plus». Cette augmentation a été ressentie au mois de juin avec les pics de chaleur ainsi que la reprise des activités suspendues, auparavant, à cause de la pandémie Covid-19. Pour faire face à cette situation, la concession «appelle sa clientèle à la consommation rationnelle de l'électricité». Une campagne de sensibilisation pour une utilisation rationnelle de cette énergie a, en effet, été lancée et s'étalera sur la période des grandes chaleurs. «Devant cet état de fait et



dans le but de sensibiliser nos clients et les inciter à utiliser cette précieuse énergie de façon rationnelle, notre concession a lancé une campagne de sensibilisation à travers tout le territoire de la wilaya. Elle durera tout le long de la saison estivale, soit du mois de juin jusqu'au mois de septembre 2021», a fait savoir la Sadeg dans son communiqué de presse. Cette opération se traduit par différentes rencontres au profit des clients, toutes catégories confondues. Des séances pédagogiques sont animées au niveau des centres de formation, des journées portes ouvertes, du porte à porte, des journées d'information sont initiées également au profit des associations de quartiers, etc. Le but de ces actions, souligne la même sur-

ce, est d'«instaurer une culture de consommation chez nos clients. Elles sont assurées par nos équipes qualifiées qui présentent des conseils à adopter quotidiennement par nos clients, sans oublier la nécessité de les inculquer à leurs enfants qui représentent les futures générations». «Ces actions vont nous permettre, d'une part, de sensibiliser nos clients sur l'utilisation idoine de l'électricité pour réduire le montant de leurs factures de consommation et, d'autre part, à notre société d'encaisser les factures afin de poursuivre ses investissements liés essentiellement à l'amélioration de la qualité et continuité du service», souligne encore la concession dans son document.

H. C.